

# Fiche technique

## CADRE D'EMPLOIS DES CONSEILLERS TERRITORIAUX SOCIO-ÉDUCATIFS LA PROMOTION INTERNE AU GRADE DE CONSEILLER SOCIO-ÉDUCATIF

### Références

**Article L 523-1 du Code Général de la Fonction Publique**

**Décret n° 2013-489 du 10 juin 2013 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des conseillers territoriaux socio-éducatifs, articles 2, 5 et 6.**

**Décret n° 2017-901 du 9 mai 2017 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des assistants territoriaux socio-éducatifs**

**Décret n° 2017-902 du 9 mai 2017 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des éducateurs territoriaux de jeunes enfants**

**Information et documentation sur les procédures d'avancement de grade sur [www.cdg33.fr](http://www.cdg33.fr) :**

- **Accueil > Gestion des ressources humaines > Déroulement de carrière >Avancement de grade et promotion > Les conditions de promotion interne par cadre d'emplois**

## I / LES FONCTIONNAIRES POUVANT ÊTRE PROPOSÉS

- **Les assistants territoriaux socio-éducatifs et les éducateurs territoriaux de jeunes enfants ;**
- **Justifiant d'au moins 10 ans de services effectifs** accomplis dans leur cadre d'emplois en position d'activité ou détachement.
- **Ayant accompli la totalité de leurs obligations de formation de professionnalisation (attestation du CNFPT).**

## II / LES MODALITÉS (RÈGLE DE QUOTA)

L'inscription du fonctionnaire sur la liste d'aptitude de promotion interne établie par le Président du Centre de Gestion intervient compte tenu du respect d'une condition statutaire de quota :

- **Le statut particulier du cadre d'emplois permet en effet un recrutement au titre de la promotion interne pour deux recrutements intervenus dans l'ensemble des collectivités ou établissements affiliés au Centre de Gestion de la Gironde, par admission à un concours d'accès au cadre d'emplois considéré, par mutation externe, par détachement, intégration directe ou titularisation prononcée au titre de l'article L. 352-4 du code général de la fonction publique au sein du cadre d'emplois considéré. Le nombre de recrutements établi ne comprend ni les mutations internes, ni les renouvellements de détachement au sein du même cadre d'emplois, ni les intégrations prononcées après détachement dans le cadre d'emplois, ni les détachements ou les intégrations directes prononcés au sein d'une même collectivité ou au sein d'un même établissement.**

### III / L'OBJET DE LA PROPOSITION

L'inscription sur la liste d'aptitude au titre de la promotion interne permet à l'agent d'être nommé dans le grade de conseiller territorial socio-éducatif.

Cette nomination suppose l'existence d'un poste correspondant à la définition de l'article 2 du décret n° 2013-489 susvisé (*ce qui doit limiter les propositions aux seuls cas de figure où le fonctionnaire peut être effectivement nommé*).

Le nombre de postes ouverts au titre de la promotion interne étant le plus souvent limité, il paraît souhaitable de réserver les propositions de promotion interne aux dossiers des fonctionnaires qui sont susceptibles d'être effectivement nommés dans le grade de promotion en cas d'inscription sur la liste d'aptitude correspondante.

